

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

ÉCOLE NATIONALE  
DE LA MAGISTRATURE

PARTIE RÉSERVÉE AU JURY

N° de dossier du candidat :

0043

NOTE

16 /20

Le candidat ne doit rien écrire dans la partie réservée au jury. IL NE DOIT PAS SIGNER SA COMPOSITION

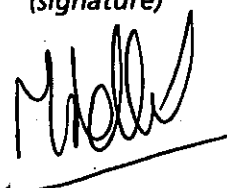
NOMBRE DE FEUILLES INTERCALAIRES :

2.

COMPOSITION DE droit public.

Certifié exact.

LE MAGISTRAT OU FONCTIONNAIRE  
CHARGÉ DE LA SURVEILLANCE  
(signature)



## 1) La liberté d'aller et venir

Sous l'Ancien Régime, il fallait l'autorisation du roi pour se déplacer, autorisation ne manifestant, notamment, pas la nécessité de produire un carnet de circulation.

Depuis, les choses ont évolué et pour les nationaux, la liberté d'aller et venir est reconnue, alors que pour

les étrangers, le régime est soumis à un contrôle préalable.

La Déclaration des droits de l'homme, ainsi que la Convention Européenne des droits de l'homme, notamment, reconnaissent la liberté d'aller et venir. Elle consiste en la possibilité de se déplacer librement, sans autorisation préalable, sur le territoire national. Le conseil Constitutionnel s'est prononcé en 1979 dans la décision "Pont à péage", sur la restriction à la possibilité de quitter le territoire français. La création d'un espace communautaire en 1985 l'a étendue aux territoires communautaires. Cependant, si cette liberté est protégée, elle n'est pas absolue. En effet, le législateur a pris des mesures à cette liberté justifiées par la nécessité de protection de l'ordre public et par la préservation de l'intérêt général. Concernant le maintien de l'ordre public, il s'agit de situations où pour protéger cette liberté publique, il est prévu de restreindre la liberté individuelle : ainsi, en cas d'état d'urgence proclamé par décret en conseil des ministres, des couvre-feux peuvent être instaurés, comme ce fut le cas en 2005, après les émeutes urbaines. Le Parlement contrôle la persistance des conditions de l'état d'urgence, protégeant ainsi les atteintes injustifiées à la liberté fondamentale d'aller et venir. D'autres dispositions restreignent cette liberté : notamment l'interdiction du rassemblement sur la voie

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque

publique. Concernant le respect de l'intérêt général, lorsque un individu contrevient aux prescriptions en commettant une infraction, il peut se voir infliger une peine punitrice ou restrictive de liberté. Par cette peine, l'individu, selon une conception traditionnelle, est châtié et amendé, et, dans une conception plus moderne, se réinsère. À titre de peine complémentaire, il peut également être condamné à une interdiction de quitter le territoire. Les libertés sont protégées au travers le jugement auquel a droit l'individu, puisque selon l'article 66 de la Constitution du 4 octobre 1958, le juge judiciaire est garant des libertés individuelles. À titre préventif, au stade de l'enquête, un individu peut être placé en garde à vue et subir des mesures, en détention provisoire ou sous contrôle judiciaire, alors même qu'il n'a pas été jugé. Cependant, l'intervention du Procureur ou du juge d'instruction, du juge de liberté et de la détention garantit le respect des libertés individuelles. Que l'instauration de mesures de surveillance en 2005 et 2008, dont la rétention de sûreté, le législateur lie la dangerosité et la restriction, nécessaire de la liberté de se déplacer. Cependant, l'intervention d'une décision de la Cour d'Assises, de la Commission de rétention de sûreté tendent à garantir le respect des droits.

Quant à la liberté d'aller et venir des nationaux, si elle est affirmée, sous réserve du cas particulier des gens de loi, jusqu'à la nécessité de présenter des documents de circulation, n'est pas pour autant absolue.

La situation des étrangers est différente. Si les ressortissants de la Communauté européenne bénéficient d'un statut privilégié depuis 1955 et la Convention Schengen et sont quasiment assimilés aux nationaux, cela n'est pas le cas des étrangers non communautaires. Leur situation est soumise à un régime d'autorisation préalable avant pour l'entrée qu'ils peuvent se voir sur le territoire français.

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque

d'entrée des étrangers est soumise à la présentation de documents : de passeport et de visa. Les visas sont de différents types selon le motif du séjour en France : classique pour un séjour de moins de 3 mois, pour motif familial ou personnel... Dans le dernier cas, l'étranger doit se signaler au maire de la commune où il réside qui délivre une attestation et vérifier qu'il dispose de moyens de subsistance. Ces modalités ont pour but d'éviter l'entrée illégale et non contrôlée d'étrangers. La non présentation de ces documents est sanctionnée par la procédure de repulment, qui est contrôlée par le SLD. L'entrée peut également être jugée <sup>à l'ordre public</sup> illégale. Le séjour des étrangers est soumis à un régime aussi strict et gradué selon la durée du séjour sur le territoire. S'il est inférieur à 3 mois, un visa suffit. Au-delà, une procédure plus complexe se met en place. Pour un séjour d'un an, renouvelable une fois, l'étranger doit obtenir une carte de séjour délivrée par une commission. Cette carte est de droit dans certains cas : empiriquement énumérés : en cas de regroupement familial, notamment. La carte "compétence et talents" a été créée afin de faciliter le séjour des personnes qui contribuent au développement économique, culturel, sportif... de la France, dans le cadre d'une politique d'immigration choisie. Lors d'un séjour, l'étranger devra signer un contrat d'intégration et suivre des cours de français... Enfin, il existe la carte de résident étranger pour 10 ans par le Préfet et qui permet à un étranger de résider et travailler durablement en France. En 2009, la carte de "contribution économique exceptionnelle" a été créée pour favoriser les investissements étrangers en France : elle est notamment octroyée lorsqu'un étranger contribue à la création de plus de 50 emplois. L'étranger qui ne dispose pas de ces documents est considéré en situation irrégulière et peut faire l'objet d'une mesure de reconduite à la frontière, dont les conditions d'application et de rétention administratives sont surveillées par le SLD.

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque.

Enfin, la France octroie en vertu du Code des Étrangers (CESEDA) un statut de réfugié à diverses catégories de personnes oeuvrant notamment pour des libertés et dont la vie est en danger dans leur pays (asile conventionnel, asile constitutionnel). L'immigration répond à des conditions strictes pour éviter une immigration massive. Ainsi la liberté d'aller et venir n'est pas reconnue aux étrangers qui demeurent soumis à un régime d'autorisation très strict.

2) Quand l'administration doit-elle réparer les dommages qu'elle cause ?

Constat d'un ancien adage "le roi ne peut mal faire", l'administration ne pouvait être responsable. Cette irresponsabilité a disparu avec l'arrêt Blanco et fut confirmée en 1873 dans l'arrêt Pelletier. Si l'administration peut mal faire, le Conseil d'État, dans son rapport de 2005 consacré à la modernisation des règles, constate que des fondements de la responsabilité ont évolué et que la responsabilité pour faute lourde décline, celle pour faute connaît une croissance importante.

Le premier fondement de la responsabilité de l'administration consistait en une faute, c'est-à-dire dans l'action <sup>préjudiciable</sup> de ses organes :

Lorsqu'elle cause un préjudice et une extrême gravité (CE 1952 Morell), elle doit réparer ; puis il n'a plus été exigé un préjudice extrêmement grave. En 1961, (CE 1961 Letissier) est abandonnée la jurisprudence selon

laquelle "des dommages ne se monnaient pas" (CE 1956 Bondurand) de Conseil d'État et accepte de réparer le préjudice moral.

Cependant au fil du temps, le domaine des responsabilités pour faits touchés se réduit et on compte aujourd'hui quatre domaines exigeant la faute touchée : activité de police (activité matérielle), activité de justice (même si le contrôle budgétaire du projet ne nécessite qu'une faute simple CE 1988 Campobasso); activité judiciaire : une faute touchée est exigée même si une accumulation de fautes simples peut aboutir à la mise en jeu de la responsabilité éthique (CE 2001 Bolle-Laroche) en matière de justice judiciaire. En matière de justice administrative, une faute touchée est également exigée (CE 1992 Darmont) même si le non respect du devoir raisonnable exige une faute simple et suffit à mettre en œuvre la responsabilité (CE 2002 Chabbaï).

Ainsi, une responsabilité dans faits ou de fait : elle est liée aux activités dangereuses (CE 1905 Tomasso Grillo), aux médicaments dangereux (CE 1956 Touzelier), à l'abus thérapeutique (CE 1993 Bizachi; CE 2002 hôpital Joseph Imbert). En 2005, se rapprochant du droit civil, le conseil d'Etat a étendu la responsabilité fondée sur la garde (CE 2005 Axa Courtage) notamment dans le cas de dommages causés par des mineurs durant l'objet d'une mesure d'assistance éducative (MAE). En 2009, elle a élargi cette responsabilité fondée sur la garde en admettant la responsabilité administrative alors même que le mineur réside chez ses parents mais qu'il est l'objet d'une MAE (CE 2009 Min. Justice / GAN). Ainsi, l'indemnification est déconnectée de la responsabilité.

Enfin, l'Etat est aussi responsable du fait des dommages de travaux publics et pour les lois et traités : il s'agit de la responsabilité pour rupture d'égalité devant les charges publiques. Si en matière de loi (CE 1938 Société la Fleurette) et de traités (CE 1966 Compagnie Radiotelephonique), nécessitant que soit rapportée la preuve d'un préjudice anormal et spécial,

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque.

Traditionnellement, une responsabilité sans faute est retenue, d'où l'arrêt Garde des Sceaux, prononcé à propos d'une violation de l'article 6 de la Convention Européenne des Droits de l'Homme, semble jeter de l'huile. La formulation du Conseil d'Etat tend à laisser penser que l'Etat est responsable car il a commis une faute. Certes, cependant, il accorde et dit qu'il ne s'agit que d'un arrêt d'espèce.

### 3) Le rôle disciplinaire du Conseil Supérieur de la Magistrature (CSM)

Innovation de la Constitution du 4 octobre 1958, le Professeur Guy Carcassonne estime que il s'agit d'une garantie contre l'arbitraire des juges. Le CSM a fait l'objet d'une réforme tant dans sa composition, plus ouverte vers l'extérieur avec la nomination de 6 personnalités extérieures et un avocat, que dans ses missions, notamment disciplinaires avec la réforme du 23 juillet 2008 et la loi organique de 2010 modifiant l'article 65 de la Constitution.

Le CSM est compétent en matière disciplinaire tant à l'égard des magistrats du siège que des magistrats du parquet. En formation disciplinaire, le CSM comprend 5 magistrats du siège et un du parquet, pour les magistrats du siège, et 5 magistrats du parquet et un du siège, pour les magistrats du parquet. Il peut prononcer un blâme et aller jusqu'à la révocation.

Si traditionnellement, il ne pouvait être ainsi que par le Garde des Sceaux, l'affaire Dutreux a unifié les pouvoirs publics à avoir un recours aux juges. Si le projet de loi a fait l'objet d'une première censure par le Conseil Constitutionnel, en 2010 une loi organique a fixé les modalités

d'ouverture du recours aux juges. Ceux-ci peuvent déposer une plainte au pré d'une Commission d'Admission des requêtes lorsque le comportement d'un magistrat du siège ou du Parquet leur semble contraire aux devoirs et fonctions de magistrat. Cette commission constitue un filtre afin de ne pas engager le CSM. Cette commission est composée de membres du CSM. Cependant, le législateur a fixé deux limites à ce recours : d'une part, la requête ne peut concerner un magistrat du siège en charge du dossier en cours et un magistrat du parquet lorsque des poursuites sont en cours sur le dossier, sauf si la commission relève que la nature des faits et les griefs nécessitent qu'elle tranche au fond, d'autre part, une limite temporelle est fixée : aucune requête ne peut être déposée plus d'un an après le jugement.

La commission examine la recevabilité de la requête et si elle l'est, non fondée, elle la rejette et peut poursuivre le requérant pour requête abusive. Si elle l'est, fondée, elle la transmet au CSM qui procède en formation disciplinaire et pourra entendre le magistrat poursuivi. L'ouverture d'un tel recours, étend le rôle disciplinaire du CSM qui peut prononcer un blâme, voir une rétrogradation. Sans doute par ce biais, le législateur a-t-il voulu rendre la justice plus transparente. L'adoption d'un Code de Déontologie des magistrats, a priment d'ailleurs semble d'insister dans cette tendance.

Le rôle disciplinaire du CSM est modifié et étendu par son ouverture aux juges.